

# Shakar Guha NIYOGI

## Portrait d'un activiste Rouge & Vert

**E**n Europe, peu nombreux sont ceux qui ont entendu parler de cet homme. Pourtant, en Inde, c'est une vraie célébrité, à laquelle sont consacrés des films, des chansons, des livres et même un prix de journalisme qui porte son nom. On nous a en parlé dès notre présentation comme "*Mouvement politique Rouge et Vert*". Et pour cause, c'est exactement ainsi qu'il qualifiait sa lutte

Shakar Guha Nigoyi a fini par être assassiné en 1991 par des sicaires des industriels qu'il gênait depuis trop longtemps. Les instigateurs ont été retrouvés et condamnés à la prison à vie en 1997, puis acquittés faute de preuves en appel en 1998...

### Mines, forêt et esclavage

Le cadre du combat de cet homme est tout à fait particulier. Il s'agit d'une région du Centre-Est du sous-continent, le Chattisgarh, état indépendant depuis qu'il s'est séparé du Madhya Pradesh en 2000. Il héberge encore les forêts tropicales les plus importantes du pays. C'est le pays des tribus autochtones, les "Adivasis" (environ 8 millions de personnes à travers toute l'Inde, souvent méprisées par le reste de la population). Cette région isolée vit de l'agriculture traditionnelle basée sur le riz paddy, et aussi de l'extraction de fer, de charbon et du bois exotique. Ces dernières activités mettent gravement en danger l'agriculture traditionnelle et l'environnement.

Une des plus grosses usines de la région est une aciérie

(BSP) construite en 1959 par les soviétiques. Cette aciérie est une entreprise publique dont les travailleurs bénéficient de conditions de travail correctes... La précarité est en revanche totale pour les travailleurs des entreprises sous-traitantes. La situation est encore pire dans les mines de fer qui fournissent l'aciérie, où les ouvriers sont réduits en esclavage pour dettes. Shakar Guha Nigoyi a commencé par monter un syndicat dissident au sein de BSP, à l'encontre des pratiques du syndicat maison de mèche avec les sous-traitants. A partir de ce moment, il sera en permanence en butte à la police, subissant maints emprisonnements et tortures...

Il se réfugie en 1973 dans la forêt où il est tour à tour mineur, vendeur de poisson, éleveur de chèvres... Mais, dès 1975, il est à nouveau poursuivi par la police. C'est qu'il tente d'organiser l'ensemble des mineurs au niveau de l'Etat dans une seule organisation : le CMSS. Lors de la première grève organisée par le syndicat, en 1977, la police fait irruption au siège, tue onze personnes, et emprisonne les survivants ! Mais la grève continue et les patrons finissent par céder sur les revendications salariales des ouvriers !

### Les femmes en pointe du combat

Mais bientôt, une autre lutte s'annonce contre l'alcoolisme qui fait des ravages dans les tribus, approvisionnées en produits frelatés par ces mêmes sous-traitants. Cette campagne, notamment menée par les femmes, s'avère extrêmement dure, tant vis-à-vis des fournisseurs qu'au sein des tribus elles-mêmes. Durant cette campagne, l'égérie féminine et chanteuse des luttes est assassinée par la police. Elle s'appelait Anusuiya Bai. Les femmes, souvent à la pointe du combat, paieront leur engagement au prix fort, victimes de viol systématiques par les sicaires des sous-traitants.

Les familles des mineurs sont presque toujours des familles rurales. Aussi, la lutte s'est rapidement généralisée sur ce terrain là aussi, avec la formation du Front de Libération du Chattisgarh (CMM). Ce Front paysan se bat en particulier pour faire reconnaître le droit de cultiver les terres collectives, sur lesquelles les seigneurs locaux prétendent faire

main basse. Et aussi pour l'éradication de l'esclavage pour dettes. D'ailleurs, avec l'aide de militants des droits civiques, ils finissent par avoir gain de cause auprès de la Cour Suprême Indienne, qui fait libérer plus de 5 000 paysans-esclaves.

Fort de ce succès, Nigoyi organise la résistance contre un barrage pharaonique (comme Vandana Shiva ou Arundhaty Roy bien après lui), réussissant à promouvoir en alternative des projets d'irrigation à taille humaine. Ce combat est partie intégrante de la lutte pour la protection de la forêt tropicale que quelques compagnies veulent mettre en coupe réglée avec la complicité des services de l'Etat (voir ci-contre le portrait de Anil Garg). La campagne du Front paysan va jusqu'à la mise en place de pépinières, de sensibilisation des paysans à la protection et la replantation des arbres... Autre exemple, la constitution d'un conservatoire de semences et de cultivars de riz paddy avec l'aide d'un célèbre agronome, le Dr Richaria, afin de protéger la diversité biologique et de ne pas se retrouver sous la coupe des transnationales semencières.

Organisations paysannes – CMM- et ouvrières – CMSS - s'épaulent mutuellement : les premiers fournissent aux secondes le riz durant les grèves, les secondes les aident dans leurs campagnes contre la pollution, ou participent à la construction d'un hôpital rural fonctionnant avec des bénévoles.

### Un système de santé autogéré

Cet hôpital (Shaheed Hospital de Dallirajhara) qui ouvre en 1983 sera cité en exemple à travers tout le pays pour ses pratiques, l'association étroite des habitants qui viennent à tour de rôle participer aux tâches, pour ses campagnes d'éducation et de prévention... C'est une véritable démarche autogestionnaire : tous les médecins, les infirmiers, le personnel administratif et ouvrier se réunissent une fois par semaine pour discuter des tâches et orientations politiques. Il n'y a ni hiérarchie, ni administrateur. Cet hôpital formera nombre de personnes, notamment parmi les mineurs ou les paysans, qui deviennent secouristes, infirmiers à temps partiel...

Les campagnes de prévention se doublent de l'installation d'équipements



# Portrait d'un Robin des Bois, juriste autodidacte

**A**nil Garg est un " Landlord ", c'est-à-dire un propriétaire terrien, dans l'Etat du Madhya Pradesh (Centre - Nord de l'Inde). Il est originaire d'une région où les tribus paysannes (les Adivasis) continuent à représenter l'essentiel de la population, une région encore entièrement couverte de forêts tropicales au début du XXe siècle. Mais cette région est l'objet d'une exploitation intensive de bois, qui précède de peu la colonisation des terres par de grands propriétaires. Les tribus qui valorisent les terres depuis des siècles se trouvent donc exclues de leurs territoires.

Pourtant, des années 1930 à la fin des années 1950, la détention collective des terres par les tribus était officiellement reconnue par les cadastres, à la fois du Ministère des Forêts et du Ministère des Finances.

Anil Garg a mis 15 ans à dénouer l'écheveau juridique qui a abouti à la situation actuelle. Il a beaucoup lu, consulté des documents officiels,

des juristes. Il est désormais capable de prouver la corruption de certains fonctionnaires et la transformation de terres tribales couvertes de forêts protégées en " zones de colonisation", qui sont dans un 2ème temps



attribuées essentiellement à des compagnies forestières. Parlant à peine l'anglais, la langue des documents administratifs, il est pourtant devenu un expert. Il passe désormais son temps à démontrer la supercherie qui dure depuis 40 ans

aux paysans locaux, aux journalistes, aux élus, afin que les terres reviennent à ceux qui en ont les droits, qui en ont besoin pour vivre, et qui respectent la diversité de la végétation.

Il jongle avec ses cartes d'Etat major aux zones colorées, rétablissant la chronologie des classifications successives des terres du Madhya Pradesh décennie après décennie. Il explique tout cela avec un vrai talent de conteur devant les assemblées populaires. Il est toujours prêt à appuyer ses dires d'une masse de photocopies de documents officiels. C'est un véritable missionnaire de la cause des forêts perdues et des tribus évincées de leur terre, qui a trouvé depuis 5 ans un appui précieux avec Ekta Parishad, au sein duquel il mène aujourd'hui son combat. Une plainte qu'il a déposée vient d'être acceptée par la Cour Suprême indienne...

n  
E.R

d'eau potable dans les villages...

Toutes ces initiatives attirent des sympathies dans tout le pays, et font tache d'huile dans beaucoup d'autres régions voisines, au Bengale ou au Maharashtra, dans les mines comme dans les usines de coton. Ces mouvements connaîtront la même répression que celui du Chattisgarh à ses débuts, avec la mort de plusieurs militants.

De son côté, le mouvement du Chattisgarh fait désormais face à une opposition moins frontale, mais toujours aussi venimeuse. C'est d'abord les Sikhs que l'on tente de monter contre les syndicats, sous le prétexte que l'un des sous-traitants est issu de cette communauté. Les syndicats réussiront à éviter la guerre communautaire, malgré le contexte anti-Sikh qui se

répandait alors dans tout le pays après l'assassinat d'Indira Gandhi.

Ces succès poussent le syndicat de mineurs à tenter à nouveau de s'implanter dans le centre industriel de la région, Bhilai, siège de l'aciérie BSP et des industries connexes, qui emploient 100 000 ouvriers en 1990. Depuis que Shakar Guha NIGOYI a dû quitter BSP, les conditions de travail ne se sont pas améliorées, loin s'en faut, surtout dans les entreprises sous-traitantes de mèche avec les politiciens locaux pour ne pas appliquer les lois sociales.

Les attaques d'hommes de main des patrons avec la bienveillance de la police se multiplient alors. Cette répression est soutenue par le Gouverneur, un élu du Parti Nationaliste Hindouiste BJP (droite extrême, actuellement au

pouvoir à New Dehli). Après avoir emprisonné les leaders du mouvement, puis avoir dû les libérer, la mafia politico-industrielle de la région fera assassiner Shakar Guha NIGOYI le 27 septembre 1991. Elle ne s'arrêtera pas là : le 1er juillet 1992, un mouvement non-violent de blocage des trains est réprimé extrêmement violemment par la Police, 16 tués et 100 blessés. Cependant, les mafias locales n'ont pas encore pu " éradiquer " le mouvement. Shakar Guha NIGOYI est devenu une légende bien au delà du tout nouvel Etat de Chattisgarh.

Emile RONCHON

Cet article a été rédigé à partir de la brochure " A Red-Green Movement : Shankar Guha NIGOYI and the Struggle of Chattisgarh People ", de Bharat Dogra, 1998, Ed. NFS India.



*La présence en nombre de jeunes militants japonais, particulièrement des pacifistes, nous a frappé lors de ce forum.*

*Nous avons rencontré Yoshihiro Nakano à Mumbai. Ce jeune étudiant-chercheur Japonais travaille entre autres sur l'altermondialisme et la démocratie radicale.*

**Rouge & Vert** : Nous n'avons, d'Europe, qu'une vision partielle et sans doute déformée de la société japonaise. Pour résumer ce stéréotype, on pourrait dire que le Japon est perçu comme un bon élève du néo-libéralisme au niveau économique et social, une société très conservatrice et très hiérarchisée par ailleurs et enfin une société démocratique de type européen. Qu'en est-il réellement ?

**Yoshihiro Nakano** : En ce qui concerne le rapport de la société japonaise au néolibéralisme, la réalité est un peu plus complexe. En fait, l'idéologie libérale a sans doute eu ici bien moins d'influence qu'en Europe. Si l'on entend par Néolibéralisme l'idéologie et les pratiques de soumission de la société aux seules règles du marché, la société Japonaise a effectivement évolué dans ce sens, privatisant progressivement ses services publics, tels que les chemins de fer nationaux depuis les années 80. Mais, même si le néolibéralisme a progressivement imprégné la société durant cette période, son développement n'était que partiel, et l'on ne peut pas affirmer que le Japon ait basculé d'un bloc dans l'économie libérale. Cela s'est déroulé très progressivement et d'une façon incomplète, contrairement aux sociétés en pointe de la révolution conservatrice, telles que les USA ou la Grande-Bretagne. La politique conservatrice du gouvernement japonais a protégé les conventions économiques générales pendant que les plus grosses entreprises des métropoles devenaient des multinationales. Autrement dit, pendant les années 80, le Japon n'a intégré à la mondialisation libérale que certains secteurs. Des changements en profondeur du système socio-économique ont commencé alors, et l'on pourrait dire que la société

est alors devenue structurellement instable. Cette adaptation progressive au néo-libéralisme est à l'origine d'un paradoxe japonais : Alors que d'un côté, l'économie japonaise spéculative devenait l'une des plus puissantes (ce que nous appelons aujourd'hui la bulle spéculative), dépassant même l'économie américaine, et façonnait l'état d'esprit de la société métropolitaine, de l'autre côté (pour la grande majorité de la société japonaise), la mondialisation n'a pas été vécue comme une réalité quotidienne (Le terme même de Mondialisation leur est totalement étranger) alors que la politique néolibérale imprégnait progressivement toute l'économie. Cette cécité de la société, en rien accidentelle, est autodestructrice. Quand la bulle économique a explosé, en 1992, et que le Japon a commencé à souffrir de la même récession sur la durée que vivaient les autres pays, les gouvernements US et japonais ainsi que les tenants de l'économie libérale, attribuèrent la crise au conservatisme de la société japonaise, et poussèrent le gouvernement à se débarrasser de ses structures traditionnelles. La société japonaise a alors été sommée de choisir entre l'adoption unilatérale du système néolibéral ou le repli sur le capitalisme orthodoxe des grands groupes industriels. Il n'y a eu aucun espace de débat pour la société civile. Depuis l'administration Koizumi, les effets des politiques libérales ont été plus perceptibles pour tous, alors que le travail en profondeur avait eu lieu durant les décennies précédentes. La réalité de la main invisible du libéralisme est apparue à la majorité des Japonais en même temps que sa dimension prétendument inéluctable, faisant enfin apparaître au grand jour les menaces qui pesaient sur les acquis sociaux du pays. En résumé, l'image du

Japon comme bon élève du néolibéralisme n'est qu'une vision partielle de la société japonaise, une société travaillée par l'action d'entreprises multinationales des métropoles. Des mutations dans un premier temps peu perçues par la majorité des Japonais, du moins jusqu'à la déstabilisation économique.

Il faut souligner que cette deuxième étape s'est accompagnée d'un renforcement du discours nationaliste, qui avait déjà accompagné l'ascension néo-libérale du pays. La société japonaise a alors baignée dans le néo-nationalisme d'intellectuels révisionnistes, des gouvernements et de tous les politiciens de droite. Beaucoup des fondements de la société japonaise ont été exposés à une réécriture pour être mis en adéquation avec le discours nationaliste : la révision de la constitution de paix pour autoriser la possession d'armes (et même de l'arme atomique), la révision de l'Histoire du Japon dans le but d'en faire disparaître le massacre de populations asiatiques durant la seconde guerre mondiale, l'exclusion des minorités ethniques et des japono-coréens vivant au Japon, qui ont été dépossédés de leur citoyenneté japonaise, une loi imposant l'hymne national à chaque réunion publique et à l'école, la loi permettant d'envoyer des troupes "d'autodéfense"(sic) en Irak... D'un côté, un discours néolibéral vantant la mondialisation, de l'autre côté, un repli nationaliste visant à reconstruire une identité japonaise par l'exclusion de l'autre.

Le Japon contemporain ne peut pas être compris sans prendre en compte ce national-libéralisme.

**R&V** : Y a-t-il une contre-culture japonaise ?.

**Y.N :** Tout dépend de ce qu'on entend par contre-culture. Pour parler d'une contre-culture sous la forme de résistances non-institutionnelles, on peut dire qu'elle est apparue récemment. Au Japon, en particulier depuis les années 80 et l'entrée de la société nipponne dans l'âge adulte du consumérisme, la culture a été vidée de son contenu politique pour ne plus se réduire qu'à de simples expressions de style de vie individuels. La société japonaise a de grandes difficultés à produire des résistances politiques collectives spontanées. Les actions politiques sont le plus souvent le fruit de longues maturations de collectifs ouvertement politiques.

**R&V :** Il semble tout de même y avoir un phénomène générationnel de résistance. Les jeunes japonais sont-ils différents politiquement de leurs aînés ?

**Y.N :** Effectivement, la jeune génération, les moins de 25 ans, est plus radicale. Cette tendance a été très manifeste lors du récent mouvement anti-guerre au Japon. Ce mouvement a été porté par La Paix dans le Monde maintenant (World Peace Now), une coalition d'ONG et d'organisations civiles principalement présentes dans la jeunesse. Cependant, il n'y a pas vraiment de convergences entre ces mouvements et les partis traditionnels. C'est même leur défiance vis-à-vis des partis traditionnels qui est à l'origine de leur structuration autonome. Quand la guerre en Irak a commencé, et que l'administration Koizumi a annoncé son intention de s'engager au côté des USA, il y a eu un grand mouvement de colère dans la jeunesse, doublé d'une grande frustration face à l'apathie de l'opposition parlementaire.

Ce grand mouvement anti-guerre est récent et n'est issu d'aucun courant ou mouvement déjà existant.



**R&V :** Beaucoup de militants japonais participent à ce Forum Social Mondial. C'est un peu une surprise pour nous. Y aurait-il aujourd'hui au Japon un mouvement Altermondialiste naissant ?

**Y.N :** Je dois reconnaître qu'il n'y a pas de grands mouvements altermondialistes au Japon. En voici les raisons : En tout premier lieu, le terme même d'altermondialisme n'est pas popularisé au Japon, et cela n'est pas dû à un problème de traduction franco-japonaise, mais à une différence profonde de perception des réalités du néolibéralisme. Comme je vous l'ai expliqué, la société civile japonaise n'a que très partiellement pris conscience de ce qu'est le néolibéralisme. Cela veut dire que peu de monde fait le lien entre un problème vécu localement et son origine internationale. Les luttes politiques sont plus fragmentées et il n'y a pas d'approche globale du néolibéralisme. Par ailleurs, la résistance au régime japonais est symbolisée par le mouvement anti-guerre. C'est au nom de la paix que des mouvements hétéroclites se sont temporairement réunis.

On ne peut pas non plus intégrer le discours du mouvement pacifiste japonais à un discours plus général anticapitaliste, anti ou altermondialiste. C'est une autre histoire.

Il y a par ailleurs des organisations spécifiquement altermondialistes, comme ATTAC Japon, mais dont le rayonnement n'est pas comparable au phénomène ATTAC France.

**R&V :** A en croire les interventions de militants japonais durant ce forum, il semblent vivre douloureusement un véritable sentiment d'isolement.

**Y.N :** D'après moi, ce sentiment est dû au décalage entre leur discours et celui du mouvement altermondialiste. A l'origine, le FSM était conçu comme un moment de rencontre où des gens du monde entier venaient débattre des alternatives à la mondialisation libérale. Cependant, de par sa nature même, le forum n'excluait pas une variété de discours décalés par rapport à la problématique altermondialiste. Je crois que les participants japonais au forum interviennent sur les sujets annexes, mais sont en décalage sur le sujet central.

Regardons la composition de la délégation japonaise : en majorité, ce sont les groupes pacifistes (Gensuikyo; Peace Boat; World Peace Now) et le groupe sur les droits de l'homme

(IMDAR), puis des groupes de travailleurs (JR Labour Union; Labour Net) et enfin des altermondialistes (ATTAC Japan) et aussi beaucoup d'individuels. Il serait illusoire de prétendre traduire facilement des demandes politiques dans les débats du FSM.

Au Japon, l'existence même du FSM est peu connue. Même les étudiants ne connaissent pas son nom. Je doute même que beaucoup de Japonais aient participé si la guerre en Irak n'avait pas eu lieu.

Dans ce contexte, je suis néanmoins très content que beaucoup de Japonais (500 personnes environ) soit venu au FSM. Lorsque j'ai suivi le 3e Forum, à Porto Alegre (en 2003), je n'y ai vu que 10 Japonais, dont la majorité ne maîtrisaient pas les enjeux du forum. Il y a du progrès, mais je pense qu'il y a vraiment une urgence à populariser au Japon l'analyse de la violence du libéralisme et l'existence des réseaux internationaux de l'altermondialisme.

**R&V :** Quels sont les rapports entre le mouvement pour la paix et les organisations politiques progressistes classiques ?

**Y.N :** Comme je vous l'ai déjà dit, les partis politiques japonais sont hors service depuis des décennies, et aucune organisation politique vraiment de gauche n'a réussi à s'imposer. Le Parlement est tout acquis aux intérêts des oligarchies, autour du Parti libéral Démocrate. Dans ce contexte, il est difficile d'imaginer une articulation avec les nouveaux mouvements sociaux (tels que le mouvement anti-guerre). Par ailleurs, il y existe un nombre important d'associations qui militent depuis la fin des années 60. Certaines participent au FSM (tel que Gensuikyo [qui se bat contre les missiles nucléaires] et Buraku Kaihou Doumei [qui milite contre les discriminations]), même si on ne peut pas dire que ces structures soient pour l'instant coordonnées avec le mouvement altermondialiste

Je ne dis pas qu'il n'y a pas de potentiel de développement pour l'altermondialisme. Mais pour le moment, le seul mouvement social d'envergure, c'est celui de la paix. n

Propose recueillis par  
M.Colloghan

## Des féministes contre l'avortement?

**M**ais oui, une lecture rapide de petites affichettes parmi les centaines qui ornent les murs arrête notre attention : "Contre l'avortement ... sélectif ". La fatigue ayant fait son effet, il faut s'interroger quelques instant avant de comprendre l'horreur que recouvrent ces mots. De la longue liste de violences et discriminations dont les femmes sont victimes, en voilà une qui risque bien de mettre l'humanité en péril : la sélection du sexe des enfants par l'infanticide ou l'avortement.

Le fait n'est pas en soit une nouveauté. Nous avons déjà entendu évoquer les infanticides de bébés filles dans les pays qui appliquent la politique de l'enfant unique avec rigueur (en Chine, notamment) ou des pays où le système patriarcal est particulièrement dominant. En Inde aussi ce phénomène n'est pas nouveau, mais il est inquiétant par son ampleur et son développement.

Des chiffres. Alors que naturellement, il naît dans 953 filles pour 1000 garçons, dans l'état du Punjab (Nord de l'Inde) cette proportion est tombée à 793 filles seulement pour 1000 garçons, dans le Haryana (toujours le Nord) elle est de 820. Dans tout le pays, cette proportion est passée en 10 ans de 976 à 927 pour 1000.

Le développement économique ne semble pas être une barrière à cette pratique, le Punjab et l'Haryana étant considérés comme des états riches. Les conditions économiques des

familles ne peuvent pas complètement l'expliquer non plus : de riches familles payent des avortements " sélectifs " de filles. Contrairement à la France, toutes les femmes n'ont pas accès à l'échographie et les médecins qui acceptent de pratiquer ces avortements se font payer très cher.

Alors, pourquoi tant de haine ?

D'après l'All India Democratic Women Association (un mouvement féministe proche du Parti Communiste Indien), les causes sont multiples.

La " préférence du fils " : Dans une société déjà patriarcale par tradition et religion, où la naissance d'un fils est vécue comme un cadeau divin et celle d'une fille comme une punition. La valorisation du modèle de l'homme acteur économique et de la femme dépendante de cette activité a trouvé un nouvel écho dans le message consumériste véhiculé par le libéralisme. De plus, le travail des femmes est toujours dévalorisé (inégalité des salaires, travaux les moins qualifiés) et ne leur permet pas de s'affranchir économiquement des parents ou du mari. La dot, un phénomène " associé " : parallèlement à l'augmentation des infanticides féminins, on peut noter l'élargissement et la surenchère dans le système de la dot. Au départ, il s'agissait " d'acheter " la place d'une fille dans la famille d'une caste de plus haut rang (celle de son mari) et de lui assurer les bonnes dispositions de la belle-famille par des cadeaux. Mais cette pratique, autrefois réservée aux

castes les plus élevées et aux hindouistes, s'étend maintenant à toutes les couches de la population et à toutes les religions. Dans ces conditions, assurer l'avenir économique d'une fille est vécu comme une véritable charge, difficilement supportable pour une famille pauvre. Une femme ne pourra s'émanciper ni par le mariage (trop cher), ni par son travail, n'assurant pas un salaire suffisant pour vivre de façon indépendante.

Les gouvernements ne restent cependant pas complètement indifférents à ces phénomènes, depuis longtemps déjà ils ont promulgué des lois interdisant ces pratiques (y compris contre la dot). On voit avec quelle efficacité !! Les sanctions de bornant à punir les femmes " responsables " des infanticides plutôt que de s'attaquer frontalement aux causes du problème. L'état du Tamil Nadu (Sud Est) a mis en place un système pour faciliter l'abandon des filles : résultat, une augmentation spectaculaire des abandons. C'est pourquoi des associations féministes luttent d'une part pour que les pouvoirs publics s'attaquent sérieusement au problème mais d'autre part pour changer les valeurs de la société indienne renforcées par les valeurs consuméristes de la mondialisation. Et pour ça, la lutte est aussi dans notre camp. n

Nathalie MARCU

## Guerres contre les femmes, femmes contre la guerre

**C'**est une plénière, l'espace des messages forts plus que des nuances. Beaucoup de raccourcis, de simplifications dans les interventions. Pourtant, ce n'est pas dérangeant : l'heure n'est pas forcément au subtil relativisme quand on parle du sort des femmes dans la guerre, comme figure de la double, voire de la triple victime. Victime de l'impérialisme, victime des archaïsmes, victime de la misère : la figure de la prolétaire du prolétaire mise en abîme.

Toutes les intervenantes font le même constat : la lutte de l'Occident contre l'intégrisme islamiste n'a pas profité aux femmes. L'afghane Saher Saba, de RAWA (Association révolutionnaire des femmes en Afghanistan), raconte la longue guerre faite aux femmes en

Afghanistan : les huit années de lutte contre les Soviétiques, la guerre civile, puis le régime des talibans, et enfin la guerre américaine. Malgré quelques avancées, le compte démocratique n'y est pas, en particulier pour les femmes. Et Nawal el Saddawi, égyptienne égyptienne explique pourquoi cette guerre, tout comme en Palestine ou en Irak, ne peut profiter aux femmes : aux violences traditionnelles se sont ajoutées celles de la mondialisation car les fondamentalistes adaptent leurs dogmes archaïques aux contraintes de la modernité du capitalisme.

Même attaque de l'écrivaine indienne Arundhati Roy qui fustige autant l'impérialisme américano-britannique (qui ferait le jeu des fondamentalistes) que les " démocraties fascistes ", au service

des multinationales, qui dépossèdent les citoyens des biens vitaux. La Bangladeshie Irène Khan, nouvelle secrétaire générale d'Amnesty International, fait elle aussi le lien entre la guerre économique et la guerre conventionnelle. Elle évoque la situation dramatique qui prévaut dans les camps de réfugiés afghans à Peshawar. Les intervenantes se sont également retrouvées dans leur critique de toute forme de fondamentalisme. Dans de très nombreux pays, meurtres, rapt, violences domestiques contre les femmes restent impunis en raisons des discriminations légales qui s'enracinent dans des traditions archaïques que la mondialisation libérale ne fait, du point de vue des intervenantes, que conforter. n

MC

**rouge et vert**

40, rue de Malte 75011 Paris  
Courriel : contact@alternatifs.org  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50  
site : www.alternatifs.org  
Commission paritaire n°1108 P 11445  
ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J.Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :  
R. Bernheim, E. Bocage, M. Colloghan,  
J.B. Eyraud, A. Marcu, N. Marcu, R. Mérieux,  
H. Mermé, J. Perreux, et E. Ronchon

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et  
de Communication des Alternatifs). SARL au  
capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835  
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : Roland  
Mérieux  
imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

## ABONNEMENT A ROUGE & VERT

**NOM:**  
**PRENOM:**  
**ADRESSE:**

**JE M'ABONNE A LA PRESSE DES ALTERNATIFS EN 2004  
CHEQUE DE 40 EUROS A L'ORDRE DE ROUGE ET VERT**

**POUR VOUS (RE)ABONNER À ROUGE & VERT, LE JOURNAL DES ALTERNATIFS, ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS  
40 EUROS PAR AN**

**MERCI DE FAIRE PARVENIR CE BULLETIN A L'ADRESSE SUIVANTE: LES  
ALTERNATIFS 40, RUE DE MALTE 75011 PARIS**

## LES ALTERNATIFS : Rouges, verts, pour une gauche alternative, pour une nouvelle société, solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

**L**es Alternatifs veulent contribuer à un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation Humaine. Écologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. Le développement soutenable et équitable est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation

sources naturelles, pour un aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux : une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation laïque libérée de ses modèles sexistes et patriarcaux, le refus de la marchandisation des corps. L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs. Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires et solidaires, nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer



en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement: l'adhérent-e ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir. Rouges, verts, féministes, autogestionnaires les Alternatifs sont une des composantes du mouvement altermondialiste.

d e s  
r e s -



Cinq "Points doc" publiés en supplément de Rouge & Vert sont toujours disponibles :

- #1. Sécurité : la protection sociale
- #2. Citoyenneté : des sans papiers à la citoyenneté
- #3. Écologie: la crise écologique
- #4 Féminisme : une égalité d'actualité
- #5. Miam : agriculture et alimentation